

## Politique | François Bayrou, le ministre qui veut redonner "confiance en la Justice"



**Le renvoi d'ascenseur est indéniable. Le soutien décisif apporté à Emmanuel Macron lors de la campagne de la présidentielle ainsi que l'exigence formulée sur la moralisation de la vie publique expliquent pour une large part la nomination de François Bayrou au poste de ministre de la Justice. Un beau retour aux affaires gouvernementales pour le maire de Pau qui, après avoir traversé bien des déserts, renoue au bout de vingt ans avec des fonctions ministérielles. Ce qui démontre aussi que, dans un univers où tous les coups sont permis, il arrive parfois que la ténacité paie.**

Lorsqu'il a pris ses fonctions place Vendôme, ce fils d'agriculteur béarnais auquel les épreuves n'ont pas manqué durant sa jeunesse, a peut-être eu une pensée pour son père, décédé accidentellement et auquel, jeune agrégé de lettres classiques, il avait dû succéder dans l'exploitation familiale. Tant il est vrai que cet élu de 66 ans (il les aura le 25 mai), profondément attaché à son terroir et à ses racines, sait ce qu'il doit aux siens.

Au sein d'un gouvernement misant aussi bien sur le renouveau que sur l'expérience, François Bayrou devrait faire figure de sage ou du moins de vieux routier du débat public. Un homme de terrain également, rompu aux batailles électorales.

### Les combats et les convictions

Député des Pyrénées-Atlantiques de 1986 à 2012 et président du Conseil général de 1992 à 2001, l'enfant de Bordères, un modeste village rural installé face aux Pyrénées, a également fait partie au début des années 2000 des députés européens qui siégeaient véritablement à Strasbourg et Bruxelles. Alors que d'autres, auxquels on ne s'est pas fait faute de le reprocher depuis, s'en abstenaient.

Démocrate-chrétien et européen convaincu, il plaide pour un juste équilibre de la relation qu'entretiennent la France et l'Allemagne et il défend l'indépendance d'une "Europe solidaire". C'est à dire d'une Europe s'appuyant sur une stratégie industrielle où la recherche et les nouvelles technologies joueraient un rôle essentiel. Les sujets sont toujours d'actualité.

Ministre de l'Education nationale de 1993 à 1997 sous trois gouvernements (celui d'Edouard Balladur et ceux de

Juppé), le Béarnais qui, au-delà de ses convictions laïques, est un catholique pratiquant, a auparavant tâté de la colère de la rue. En 1994, il tente en effet de modifier la loi Falloux et de déplafonner les aides publiques accordées à l'Ecole privée. Cet échec ne l'empêchera de réformer par ailleurs le collège, les études supérieures, le baccalauréat et d'instaurer l'enseignement des langues vivantes dans le primaire. Tout cela - cette attitude lui a été reconnue - en cherchant à faire preuve de concertation avec les syndicats.

## Le tombeur de Pau

Soucieux de marquer son indépendance vis à vis de ses partenaires de droite et ayant toujours refusé tout rapprochement avec le FN, celui qui animé l'UDF avant de créer le Modem a certes fréquemment payé cher son esprit d'indépendance. Même si la deuxième de ses trois candidatures à l'élection présidentielle lui a permis d'atteindre en 2007 le score plus qu'honorable de 18,5%.

Le titre dont il tire le plus de satisfaction est toutefois celui de maire de Pau. La ville était tenue depuis plus de 30 ans par le PS et les successeurs de l'emblématique André Labarrère. Elle est conquise de haute lutte en 2014 à l'issue d'un troisième assaut livré par celui qui a alors perdu tous ses mandats. Celui de député lui ayant été ravi deux ans plus tôt par la socialiste Nathalie Chabanne lors d'une triangulaire où l'UMP a joué les saboteurs. Ambiance.

## Un allié à ménager

La première qualité d'un homme politique est en effet de savoir durer. Or, à ce jeu-là, François Bayrou ne craint personne.

En 2017, dans une société marquée par les affaires, affichant un ras-le-bol évident vis-à-vis de la classe politique et en recherche de nouveaux visages, le président du Modem – qui entretient le suspense et n'a de cesse de dénoncer le sempiternel clivage droite-gauche – renonce à se présenter une nouvelle fois à la présidence de la République. C'est pour mieux rebondir.

En dépit des réserves formulées dans un premier temps vis-à-vis d'Emmanuel Macron qu'il dit avoir du mal à situer sur l'échiquier politique, le Béarnais bouleverse la donne pour apporter son soutien au chef de file de "En marche".

Cet appui aussi spectaculaire que déterminant est assorti de plusieurs conditions. La première d'entre elles exige l'adoption d'une loi sur la moralisation de la vie publique, « en particulier de lutte déterminée contre les conflits d'intérêts ».

« J'ai refusé toute ma vie que de grands intérêts industriels et financiers prennent la vie publique en otage. Je ne céderai rien sur la séparation nécessaire de la politique et de l'argent » affirme François Bayrou à cette occasion. Le principe est accepté par Emmanuel Macron. Ce dernier décide même d'en faire l'une des premières mesures de sa présidence. La suite est connue.

## Ministère de la Justice : « Il y a urgence »

La fonction de ministre d'Etat accordée à François Bayrou – qui, après avoir frappé du poing sur la table, a également obtenu satisfaction sur la majeure partie des investitures accordées aux législatives aux candidats Modem – illustre aujourd'hui le souhait d'Emmanuel Macron de ménager son allié centriste.

Le pain ne lui manquera pas sur la planche. Après avoir félicité son successeur, Jean-Jacques Urvoas, a évoqué mercredi les dossiers de la dignité en prison et de l'accès aux droits. Ce qui passe par la nécessité de résoudre rapidement le problème posé par la surpopulation carcérale ainsi que par les délais d'attente imposés aux justiciables.

« En mars dernier, Emmanuel Macron s'est engagé sur une loi qui permettra de la lisibilité sur les moyens et les embauches » a ajouté le ministre sortant. Tout en souhaitant que la Justice puisse être modernisée sans pour autant être bouleversée, mais aussi que soit renforcée l'indépendance des magistrats.

Le propos a été entendu par François Bayrou. « Une société démocratique ne peut pas vivre sans avoir confiance dans sa Justice. J'ai parfaitement conscience que celle-ci est en situation d'urgence. La loi de programmation promise par le président de la République est une ardente obligation. Comme lui et l'ensemble du gouvernement, je suis décidé à aller très vite. L'une des plaies de la société démocratique est d'annoncer des décisions à grands coups de trompe, et que rien ne se passe. Je suis déterminé à faire en sorte que l'action suive la parole, que les décisions soient prises et appliquées, dans tous les sens que cette phrase prend ».

Un même principe sera adopté pour la mise en place de la loi sur la moralisation de la vie publique. « Elle sera sur la table du Conseil des ministres avant les élections législatives ».

## Pau est dans l'attente

Par contre, et pour en revenir à des enjeux plus locaux, ce n'est qu'après cette échéance que l'on saura ce que François Bayrou fera de son mandat municipal.

En Béarn, tout est en place pour que la « machine » continue à tourner en son absence, en particulier sous la houlette de Jean-Paul Brin, l'un de ses fidèles adjoints.

Si le gouvernement dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale, et donc si François Bayrou reste ministre, le maire de Pau pourrait-il par exemple quitter ses fonctions pour devenir « simple » conseiller municipal et garder

ainsi un lien avec la cité qui l'a élu ? « Je ne quitterai jamais le Béarn » répond l'intéressé.

**NDLR.** L'Elysée a fait savoir en fin de journée qu'Edouard Philippe, maire du Havre, Gérard Collomb de Lyon, François Bayrou de Pau, devaient renoncer à leur mandat de maire et Jean-Yves Le Drian à celui de président du Conseil régional de Bretagne.



Jean-Jacques Nicomette

*Crédit Photo : Aqui*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 17/05/2017*

*[Url de cet article](#)*